

Zeitschrift:	Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber:	Le messager suisse
Band:	- (1992)
Heft:	34-35
 Artikel:	L'URSS ouvre ses archives
Autor:	Gilliard, Diane
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-848068

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'URSS ouvre ses archives



L'oeil de Moscou était partout

par Diane Gilliard/BRRI

Conséquence de la "glasnost" :

les Russes ouvrent leurs archives. Celles de la IIIe Internationale l'attestent : du temps de Staline, les Soviétiques se mêlaient de tout ce qui se passait en Suisse, par communistes interposés. Propriétaire de ces documents, le Parti Suisse du Travail (PDT) y a plongé avant de donner libre accès aux secrets les moins reluisants de ses prédecesseurs.

Les historiens sont tout émoustillés. Grâce au Parti Suisse du Travail, ils ont dorénavant accès à des secrets gardés pendant plus de 50 ans par l'URSS : les relations qu'entretenait le Parti Communiste Suisse (PCS) avec la IIIe Internationale de Staline dans les années 30. Les documents ne sont pas encore exploités, mais ils promettent d'occuper les historiens de toute une génération, affirme l'un d'eux.

"Elle se mêle de tout"

Brigitte Studer, assistante du professeur d'histoire lausannois André Lasserre, a plongé dans les cartons soviétiques : "On trouve dans les archives de l'Internationale toute sa correspondance avec le PCS, des rapports sur les activités du parti en Suisse, sur ses méthodes de travail,

ses problèmes. On y trouve aussi des extraits de débats, des appréciations sur les membres du parti, leurs défaillances, leurs responsabilités. Cette organisation se mêle de tout ce qui se passe en Suisse, elle décide peut-être même qui doit être nommé dans les instances nationales du PCS." Ces confirmations sont très nouvelles, explique-t-elle encore : jusqu'ici, personne n'avait eu accès à la correspondance tenue entre 1932 et 1939, période de la crise économique, des grandes purges et de l'accession au pouvoir de Hitler.

Affronter le passé

A l'origine de ces recherches, la "glasnost" et la décision du gouvernement soviétique d'ouvrir les archives de la IIIe Internationale aux héritiers des partis communistes nationaux. Jean Spielmann, secrétaire national du PdT, et Théo Pinkus, l'homme le plus fiché de Suisse, éditeur et libraire zurichois mort l'été dernier, ont affronté le passé.

Ils se sont rendus à Moscou en janvier 1990, puis Théo Pinkus y est retourné en juillet, pour ouvrir les boîtes qui recèlent l'histoire du PCS, fondé en 1921, trois ans avant la mort de Lénine, interdit en 1940. Jean Spielmann a écrit à divers historiens suisses pour les inciter à y aller voir.

Parallèlement, il a entrepris les démarches auprès des autorités soviétiques : "Nous sommes les propriétaires légaux, c'est à nous de dire qui a accès aux archives. Sans limite : l'essentiel est de rétablir la vérité historique. C'est notre devoir."

André Lasserre commente : "J'admire l'objectivité de Jean Spielmann. Le PdT ne peut nier sa filiation avec le PCS d'avant-guerre. Il accepte de mettre ces papiers à ma disposition, un historien dont il sait que nous ne sommes pas du même bord."

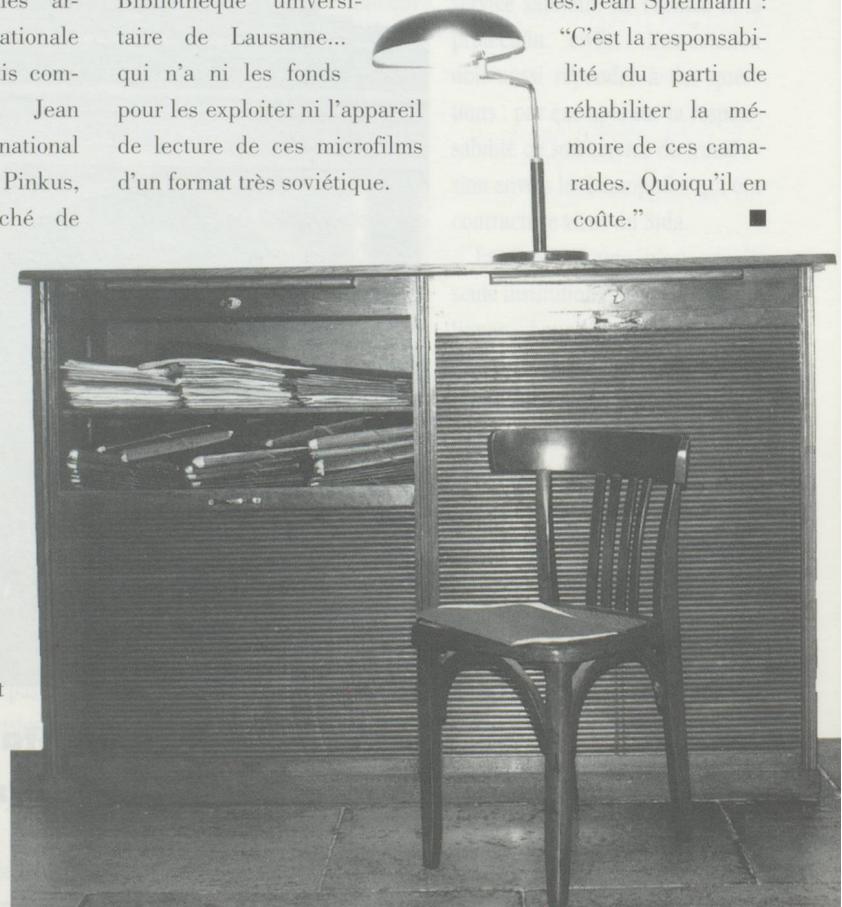
Rapports en hollandais

Les deux hommes ont rapporté de leur expédition 6.000 documents sur microfilm, qu'ils ont transmis à André Lasserre. Des documents en allemand, français, italien, hollandais : les bureaucrates de l'Internationale ne contrôlaient jamais leur propre parti. Pour le PCS, c'était un communiste hollandais. Jean Spielmann a immédiatement remis ces documents à la Bibliothèque universitaire de Lausanne... qui n'a ni les fonds pour les exploiter ni l'appareil de lecture de ces microfilms d'un format très soviétique.

La trace des Suisses

Pinkus et Spielmann ont aussi trouvé la trace de quelques dizaines de citoyens suisses, communistes ou sympathisants, émigrés en URSS. Certains, comme l'architecte bâlois Hans Schmidt, lié au mouvement du Bauhaus, est rentré sans encombre en Suisse en 1937. Ernst Schacht, aviateur dans l'Armée Rouge, a disparu sans traces. D'autres encore ont été déportés par Staline et exécutés.

Jean Spielmann : "C'est la responsabilité du parti de réhabiliter la mémoire de ces camarades. Quoiqu'il en coûte."



Suisses et serviteurs de Staline. Deux rescapés se souviennent.

Franz Dübi et

Sophie Kuster-Kirchbaum, deux communistes suisses, ont eu de la chance. Leur séjour à Moscou, dans les années 30, ne leur a pas été fatal. Aujourd'hui leurs langues se délient et ils évoquent leur engagement, qui fut aussi celui de "l'autre Suisse", ignorée par l'histoire officielle. A près de 80 ans, ils ne renient pas les idéaux de leur jeunesse.

Témoignages.

ors de leur visite, l'an dernier, dans les archives de la IIIème Internationale de Staline, Jean Spielmann, l'actuel secrétaire du Parti suisse du Travail (PdT), et Théo Pinkus, le libraire zurichois, ont découvert les noms de plusieurs Suisses établis en URSS dans les années 30. Sympathisants ou membres du Parti communiste de Suisse (PCS), idéalistes, ils partaient construire la "patrie du socialisme". Nombre d'entre eux ont disparu, d'autres ont échappé de justesse à la répression stalinienne, quelques-uns sont revenus sans

encombre. Parmi eux, Franz Dübi, relieur bâlois, ancien président du PdT, âgé aujourd'hui de 83 ans.

"De bons souvenirs"

Il part en URSS en 1928, pour suivre une école du parti. Sa soeur Lydia y vit depuis quatre ans. Elle travaille pour la IIIème Internationale, où elle s'occupe des relations avec d'autres partis communistes. "J'y suis allé un peu par hasard, explique-t-il. J'étais membre du PCS, j'avais 20 ans. A Moscou, je suivais des cours d'économie, de politique, d'histoire du Parti communiste d'URSS. C'était une période très difficile : on n'avait pas faim, mais la nourriture était chiche et peu variée. Malgré tout, ce sont de bons souvenirs". Franz Dübi reste en URSS jusqu'en 1932, puis il rentre en Suisse où il milite dans les rangs du PCS.

Perplexe

Ce n'est qu'après la guerre que Franz apprend que Lydia a été jugée en 1937, puis exécutée. Aujourd'hui encore, il ne connaît pas les circonstances de la mort de sa soeur. Il a pourtant cherché à savoir : "J'ai interrogé les ambassades, des camarades. Rien. Ça a été un grand choc pour notre vieille mère : communiste aussi, elle était convaincue que la fille n'avait rien fait contre l'URSS."

Le vieux monsieur, qui se dit "communiste critique", avoue sa perplexité : "Je souhaite que la lumière soit faite sur la disparition de ma soeur. Mais je m'interroge néan-

moins : à qui ça sert, à qui ça nuit, aujourd'hui où le communisme est tant décrié ?"

Le pire : Beria

Sophie Kuster-Kirchbaum a vu passer les balles de plus près. Agée de 79 ans, elle vit aujourd'hui dans une maison de retraite au Tessin où elle continue à desservir la centrale téléphonique chaque matin. "Je suis née en Suisse, où mes parents, des Sociaux-démocrates russes, s'étaient réfugiés pour fuir les pogroms contre les juifs". Elevée à Zurich, elle décide de retourner en URSS en 1935 pour y étudier la médecine. Elle est alors âgée de 23 ans et membre du PCS. Là-bas, le parti communiste lui propose du travail. Elle renonce à ses études et entre au département de presse du Komintern.

En 1937, les grands procès contre les vétérans du parti commencent. Sophie Kirchbaum rédige des articles de propagande sur le sujet. Croyait-elle ce qu'elle écrivait ?

"On ne savait rien d'autre. J'avais peur des agents du NKVD (l'ancêtre du KGB). Je savais qu'ils étaient dangereux. Le pire, c'était leur chef, Beria".

"Pour Gorbatchev"

Tout se gâte lorsque son "employeur" lui intente un procès : elle est soupçonnée de sympathies trotskystes. On la confond avec sa soeur, restée à Zurich, qui fréquente les dissidents : "Le PCS a témoigné en ma faveur. Pendant le procès, j'ai été très insolente. Je leur ai dit que j'étais la plus jeune, mais aussi la plus propre dans cette salle".

De retour à Zurich en 1938, elle trouve difficilement une place de bonne : la Suisse n'aime pas les "amis" de Moscou. Remariée, elle travaille comme vendeuse. Aujourd'hui, elle reste communiste : "Je suis pour Gorbatchev. Et je pense qu'il faut faire toute la lumière sur ce qui s'est passé en URSS à l'époque". ■



Dans les années 30, il pouvait être dangereux de rester fidèle à certaines idéologies ...